



Non à la guerre ! Non à la vie chère !

Comme la nuée porte l'orage, le capitalisme porte plus que jamais la guerre.

Alors que nous venons de passer le premier quart du XXI^e siècle, les guerres et les conflits ne cessent de se multiplier, toujours plus meurtriers pour des millions d'enfants, de femmes et d'hommes. Il est urgent d'arrêter ces derniers, de reconstruire un droit international, des organisations internationales, une diplomatie et un internationalisme au service de la paix et du désarmement.

L'urgence est aussi à la cessation de la transformation de la France et plus largement de l'Union européenne en sociétés et économies de guerre au détriment de la garantie des droits et de la satisfaction des besoins fondamentaux du monde du travail.

La parenthèse des élections municipales passée, la Macronie confirme sa volonté d'aller encore et toujours plus loin dans l'austérité budgétaire. Aujourd'hui il faudrait "consolider" la baisse drastique de la dépense publique en 2026 pour mieux préparer demain une purge budgétaire accentuée en 2027. C'est insupportable et inacceptable !

L'UFSE-CGT réaffirme qu'il est possible de construire des lois de finances et de financement de la sécurité sociale sur d'autres bases, en mobilisant autrement les richesses produites par le monde du travail.

Chaque année 211 milliards d'euros sont alloués aux entreprises, sans contrepartie, sans évaluation, sans contrôle – et ce n'est qu'un exemple ! Donc de l'argent il y en a ! Il y en a pour financer le progrès social, la Fonction publique et reconstruire des services publics de haut niveau, à la hauteur des besoins et au service d'une alternative sociale, environnementale et économique aux crises qui frappent le monde.

Alors que les prix de l'énergie et des carburants, explosent, il est urgent de bloquer les prix et d'organiser le contrôle des prix pour maintenir le pouvoir d'achat du monde du travail.

Sans attendre, les retraites et les pensions doivent être augmentées. L'UFSE CGT appelle les agent·es public·ques retraité·es à se mobiliser et à participer aux rassemblements et aux manifestations du 2 avril.

Il est tout aussi urgent de faire sauter le verrou budgétaire de Bercy et de l'Union européenne pour augmenter le pouvoir d'achat des agent·es publics. Cela passe par notamment par :

- L'indexation du point d'indice sur l'inflation et un rattrapage des pertes subies depuis 2000 ;
- Une refonte des grilles indiciaires intégrant la revalorisation des filières à prédominance féminine ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- L'abandon des suppressions de postes et un plan de titularisation des contractuel·les ;
- Le retour à une couverture à 100% des congés maladie ordinaires et l'abrogation du jour de carence ;
- La hausse des indemnités kilométriques pour minima compenser l'explosion du prix des carburants.

L'UFSE-CGT appelle les agent·es publics à faire entendre leurs revendications, se mobiliser et s'inscrire massivement dans les mobilisations et manifestations qui seront organisées sur l'ensemble du territoire national y compris en Outre-mer le 1^{er} mai prochain pour la Paix et défendre nos conditions de vie et de travail. Elle apporte son soutien plein et entier aux mobilisations initiées et en cours.

Montreuil, le 1^{er} avril 2026